



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
8 février 2007  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 7 février 2007 adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire ci-joint, présenté par l'Érythrée en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) et comme suite à la résolution 1624 (2005) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(*Signé*) Ricardo Alberto **Arias**



**Annexe**

**Lettre datée du 19 décembre 2006 adressée  
au Président du Comité du Conseil de sécurité créé  
par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte  
antiterroriste par le Représentant permanent de l'Érythrée  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport complémentaire de l'Érythrée au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste, en réponse à sa lettre de rappel datée du 27 août 2002. Je pense que le rapport traite également les questions mentionnées dans la lettre datée du 27 avril 2006, se référant à la résolution 1624 (2005) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Araya **Desta**

**Pièce jointe complémentaire de l'Érythrée au Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste, comme suite à la lettre  
du Président du Comité contre le terrorisme datée  
du 27 août 2002 et à la résolution 1624 (2005)  
du Conseil de sécurité**

**Paragraphe 1, alinéa a)**

En vue de prévenir et de réprimer le financement des actes de terrorisme, l'Érythrée s'est employée à renforcer ses moyens d'action. C'est à cette fin que de hauts fonctionnaires érythréens ont participé à la cinquième réunion régionale d'Interpol, tenue le 29 août 2002 à Johannesburg (Afrique du Sud), et au Séminaire scientifique et technique international sur la fausse monnaie, tenu à Kashiwa (Japon) du 26 février au 19 mars 2002.

La cinquième réunion sur la délinquance économique organisée pour le groupe des pays d'Afrique orientale et d'Afrique australe avait été spécialement axée sur le blanchiment d'argent, les transferts illégaux de fonds, la cybercriminalité et d'autres fraudes commerciales. Le Séminaire technique et scientifique international sur la fausse monnaie a porté sur les techniques de faux monnayage, de détection de la fausse monnaie et de lutte contre le faux monnayage. Par ailleurs, le chef de la sécurité de la Banque d'Érythrée a participé à un programme de formation qui s'est déroulé en Afrique du Sud du 9 au 13 avril 2002.

Le financement constitue l'une des façons de participer à la commission d'une infraction. C'est pourquoi, aux termes de l'article 36 du Code pénal érythréen, se rend complice d'une infraction, quiconque apporte sciemment à l'auteur principal une aide, avant ou pendant la commission de l'infraction, que ce soit en l'informant, en le conseillant, en lui fournissant les moyens ou une aide matérielle ou toute autre forme d'assistance. Par toute autre forme d'« assistance » on entend notamment le financement du terrorisme.

Le complice encourt une peine proportionnelle au degré de sa responsabilité pénale tel qu'appréciée par le tribunal, dans les limites de la peine prévue pour l'infraction. Les infractions qui participent sérieusement du terrorisme, comme indiqué dans la réponse donnée au titre des alinéas a), d) et e) du paragraphe 2, sont punies de lourdes peines.

**Paragraphe 1, alinéa b)**

La réponse ci-dessus est axée sur la prévention qui est un important aspect de la lutte contre le terrorisme. S'agissant de sanctionner les violations d'obligations prescrites à l'égard d'entités créées selon les dispositions du Code civil érythréen, celui-ci dispose que les peines prévues par le Code pénal s'appliquent :

a) Aux fondateurs d'une association qui ont contrevenu aux dispositions du Code civil érythréen concernant les déclarations à effectuer, notamment la présentation des états financiers de l'association dans les délais fixés par la loi.

De plus, les membres de l'association encourtent la peine fixée par le Code pénal s'ils continuent de prendre part aux activités de l'association après avoir eu connaissance de son caractère illégal. Le Code civil prévoit la dissolution de toute

association qui se livre à des activités illégales. Il est certain que des faits liés au financement d'activités illégales appellent l'application des sanctions pénales susvisées en vertu de l'article pertinent du Code pénal. Si l'activité illégale de ces entités consiste à fournir ou à recueillir des fonds dans les conditions envisagées à l'alinéa b) du paragraphe 1, c'est-à-dire aux fins d'infractions graves de caractère terroriste, elle pourrait tomber sous le coup de l'article 36, qui a été analysé dans la réponse donnée à l'alinéa a) du paragraphe 1.

**Paragraphe 1, alinéa c)**

Pour ce qui est des mesures à prendre concernant le soutien au terrorisme et le gel des comptes, veuillez vous reporter à la réponse donnée au titre des alinéas a) et b) du paragraphe 1.

**Paragraphe 1, alinéa d)**

Certaines dispositions législatives permettent de surveiller la collecte et l'utilisation de fonds par des institutions religieuses, culturelles et autres. Selon l'article 8 de la proclamation n° 73/1995 relative aux questions religieuses, les institutions religieuses sont tenues de ne mener que des activités légales compatibles avec leur objet. Elles doivent tenir la comptabilité de tous les dons reçus et les déclarer tous les ans à l'organe compétent créé en vertu de ce texte. Elles doivent d'autre part agir de façon transparente et responsable.

Les institutions culturelles et autres peuvent prendre la forme d'associations définies par le Code civil. En tant que telles, elles sont alors assujetties à certaines obligations de la loi sur les associations. Ainsi, une entité enregistrée est tenue de présenter chaque année à l'organe public compétent un état vérifié de ses opérations financières.

**Paragraphe 2, alinéa a)**

Vous trouverez ci-après un bref exposé des articles pertinents.

*Article 477*

Pour plus de clarté, il convient de replacer cet article intitulé « Sociétés secrètes et bandes armées » dans le cadre des grandes divisions du Code pénal érythréen. Dans le volume IV du Code (Atteintes à l'intérêt général), il figure sous le titre VI (Infractions à l'ordre public : troubles de l'ordre public et à la paix civile), et plus précisément au chapitre II (« Infractions ayant pour objet ou risquant de troubler l'ordre public »).

Il ressort clairement de ce qui précède que l'article 477 vise à interdire la formation de bandes armées dans le dessein de troubler l'ordre public, c'est-à-dire implicitement des actes de terrorisme. Les faits correspondants sont punis d'une peine d'emprisonnement et d'une amende.

*Article 475*

Cet article est intitulé « Interdiction du trafic d'armes ». Les explications concernant l'article 477 valent également pour celui-ci. Il dispose que quiconque importe, exporte ou transporte, achète, reçoit, entrepose ou cache, vend, met en circulation ou distribue, sans autorisation spéciale et en violation de la loi, des

armes ou des munitions de quelque sorte que ce soit ou, sans se livrer au trafic proprement dit, entreprend sciemment de vendre, de livrer ou de remettre des armes à des personnes suspectes ou dangereuses, est puni d'une peine d'emprisonnement, sans préjudice d'une sanction pécuniaire et de la confiscation du matériel saisi.

À cet égard, on notera qu'au regard de la deuxième question de l'alinéa a) du paragraphe 2, nul ne peut détenir des armes ou des explosifs sans autorisation; et qu'aucun particulier ou entreprise privée ne peut fabriquer, vendre, détenir, entreposer ou transporter des armes et explosifs.

#### *Article 473*

Les explications données au titre des articles 475 et 477 valent aussi pour le présent article intitulé « Hébergement et encouragement de malfaiteurs ». Pour l'essentiel, cet article dispose que quiconque offre sciemment hébergement, encouragement, aide ou asile à des individus qui sont membres de bandes ou d'associations constituées dans le but de commettre des infractions contre la société, une personne ou des biens, ou met à leur disposition un lieu de réunion, encourt une peine d'emprisonnement ou une amende. Les faits visés dans cet article constituent évidemment des infractions à l'ordre public et participent donc du terrorisme.

#### **Paragraphe 2, alinéa c)**

Certaines dispositions de la loi érythréenne sur l'immigration concourent à lutter contre le terrorisme. En premier lieu, l'entrée et le séjour en Érythrée sont réglementés par les chapitres 3 et 5 de la proclamation n° 24/92 reprenant les dispositions de ladite loi. Aux termes des articles 7 et 14 de la proclamation, toute personne a le droit d'entrer et de séjourner en Érythrée, à la seule condition d'avoir un document de voyage et un visa valides. Tout étranger non immigrant qui souhaite séjourner en Érythrée au-delà de six mois doit se faire délivrer une carte de séjour renouvelable périodiquement. Par ailleurs, les points d'entrée et de départ légaux en Érythrée sont fixés par ordonnance de l'autorité compétente.

Aux termes des dispositions pertinentes de ladite proclamation, les hôtels et autres lieux d'hébergement doivent tenir un registre des personnes qui y séjournent ou y passent la nuit. Les personnes qui entrent illégalement en Érythrée peuvent être reconduites à la frontière. La proclamation habilite les agents de l'immigration à examiner si les immigrés potentiels répondent aux conditions fixées par la loi sur l'immigration. Toute personne qui aide des immigrés clandestins est punie par la loi. L'altération ou la falsification de documents aux fins d'éluder la loi sur l'immigration est également punissable.

#### **Paragraphe 2, alinéa d)**

L'article 273 du Code pénal vise à empêcher l'utilisation du territoire érythréen pour commettre des actes terroristes contre d'autres États. Aux termes de cet article intitulé « Actes hostiles à l'encontre d'un autre État », il est interdit à toute personne se trouvant sur le territoire érythréen de chercher, au risque de compromettre les relations pacifiques entre l'Érythrée et d'autres États, par des activités subversives ... ou par des actes de violence, à troubler l'ordre politique ou la sécurité d'un autre État. L'article prévoit de lourdes peines d'emprisonnement.

**Paragraphe 2, alinéa e)**

Il convient de noter que les très graves infractions qui participent du terrorisme font l'objet dans le Code pénal érythréen de dispositions spécifiques. Il s'agit, outre celles mentionnées dans la réponse au titre de l'alinéa a) du paragraphe 2, des infractions à l'ordre public comme : le trafic d'armes (art. 475); les atteintes à la sûreté publique et à la sécurité des communications, y compris l'incendie volontaire (art. 488); les explosions (art. 491); les dangers causés par l'utilisation d'explosifs, de substances inflammables ou toxiques (art. 493); la fabrication, l'achat, la dissimulation ou le transport illicites d'explosifs, de substances incendiaires ou toxiques (art. 494); les atteintes à la liberté et à la sécurité des communications, notamment la dégradation des installations d'intérêt général (art. 499); la mise en péril ou le sabotage des communications ou des transports (art. 500). Ces infractions sont punies de sanctions proportionnelles à leur gravité, qui peuvent aller jusqu'à la prison à vie ou la peine capitale en cas de circonstances aggravantes.

**Paragraphe 2, alinéa f)**

Le 15 mai 2004, l'Érythrée a signé la Convention d'assistance mutuelle en matière de sécurité de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD). L'article premier de la Convention fait obligation aux États membres de la Communauté de prendre des mesures rigoureuses pour prévenir le terrorisme, les actes hostiles et la criminalité organisée sous toutes ses formes; et d'empêcher que leur territoire ne soit utilisé pour planifier, organiser et perpétrer lesdits actes et infractions.

L'Érythrée a également signé le 15 mai 2004 le Protocole sur le mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits dans la région sahélo-saharienne. Comme énoncé dans ses articles 2, 3 et 7, ce mécanisme vise à assurer la sécurité collective, la paix et la stabilité. Par ailleurs, selon l'alinéa 3) de l'article 4, l'un des principaux objectifs de ce mécanisme est de lutter contre le terrorisme international.

L'Érythrée a en outre ratifié le Protocole relatif à la création d'un mécanisme d'alerte précoce et d'intervention en cas de conflit pour les États membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Ce protocole dispose, entre autres, que les États membres coopèrent entre eux en échangeant des informations sur les questions relatives à la paix et à la sécurité dans la sous-région.

Le 15 février 1998, le Gouvernement érythréen a signé avec le Gouvernement djiboutien un protocole d'accord sur la sécurité et les questions connexes, qui traite de l'échange d'informations sur les questions touchant à la sécurité commune. Étant donné que le terrorisme constitue une question de sécurité, cet accord devrait favoriser et renforcer les initiatives visant à combattre le terrorisme aux niveaux régional et international.

Les projets de textes établis par le Comité des chefs de police de l'Afrique de l'Est (EAPCCO), portant sur la lutte contre les stupéfiants, l'extradition des auteurs d'infractions et la lutte contre le terrorisme, sont actuellement examinés par les autorités compétentes, qui y donneront les suites qu'elles jugeront utiles.

**Paragraphe 2, alinéa g)**

Le projet de renforcement des dispositifs de sécurité des documents de voyage (passeports et cartes d'identité) a été mis au point et transmis à l'instance compétente pour l'ouverture des crédits nécessaires.

**Paragraphe 3, alinéas a), b) et c)**

Sans objet

**Paragraphe 3, alinéas d) et e)**

En février 2002, l'Érythrée a adhéré aux traités ci-après :

1. Convention unique sur les stupéfiants de 1961;
2. Convention sur les substances psychotropes de 1971;
3. Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants;
4. Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988.

**Paragraphe 3, alinéas f) et g)**

En cours d'examen

**Paragraphe 4**

Le 21 avril 2004, l'Érythrée a ratifié le Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères dans la région des Grands Lacs et la corne de l'Afrique. Il va sans dire que les objectifs du Protocole sont étroitement liés aux mesures prises aux niveaux mondial et régional pour juguler le terrorisme.

Le Centre érythréen de coordination pour les armes légères a été officiellement inauguré le 9 août 2005. Conformément à la mission imparties aux centres nationaux de coordination dans la Déclaration et le Protocole de Nairobi, le Centre érythréen est chargé d'entreprendre diverses activités, notamment les suivantes : communication et coopération au niveau sous-régional; planification et coordination des activités opérationnelles au niveau national; et exercice des responsabilités incombant à l'Érythrée en vertu de la Déclaration et du Protocole. Le contrôle de l'accès aux armes, qui est l'objectif de ces instruments régionaux, s'inscrit dans la stratégie générale de lutte contre le terrorisme.

De plus, l'Érythrée a participé activement à l'élaboration de l'accord portant création du Centre régional sur les armes légères (RECSA) qui a été adopté le 25 avril 2006. Cette structure, qui trouve son origine dans la Déclaration de Nairobi, est chargée de coordonner les actions entreprises par les centres nationaux des États membres pour lutter contre le trafic illicite d'armes légères et d'armes de petit calibre dans la région des Grands Lacs et la corne de l'Afrique.

**Questions diverses**

Des hauts fonctionnaires de l'Office national de sécurité et de la Banque d'Érythrée ont participé à l'atelier sur la rédaction de textes de loi contre le financement du terrorisme, tenu du 25 au 29 juillet 2005 à Tunis. À cet atelier organisé par le Fonds monétaire international en collaboration avec l'Institut multilatéral d'Afrique, ont participé des représentants de Djibouti, de l'Égypte, de l'Érythrée, de l'Éthiopie, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Soudan et de la Tunisie. Son objectif était de promouvoir l'adoption d'une législation harmonisée contre le financement du terrorisme dans la sous-région.

Des hauts fonctionnaires de l'Office national de sécurité et de la Banque d'Érythrée ont aussi participé à un atelier de formation sur la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme et son financement, destiné aux États membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Cet atelier, organisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le Gouvernement djiboutien, s'est tenu à Djibouti du 14 au 16 mars 2006. Son objectif était d'informer les fonctionnaires des pays concernés sur les mécanismes juridiques qui existent dans le cadre du dispositif juridique universel de lutte contre le terrorisme et de renforcer ainsi leur coopération, en particulier dans la lutte contre le financement du terrorisme.

S'agissant du trafic illégal d'armes légères et de petit calibre, l'Érythrée a participé activement à des conférences internationales portant sur la question, dont :

1. La conférence organisée sous l'égide de l'ONU à New York, en juillet 2001;
2. Les conférences organisées par l'Organisation de l'Unité africaine à Bamako en décembre 2000 et à Pretoria en mars 2002;
3. La conférence organisée par l'IGAD à Djibouti en décembre 2001;
4. La réunion organisée par les pays d'Afrique orientale et centrale à Nairobi;
5. Les réunions organisées par le Comité des chefs de police de l'Afrique de l'Est en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie.